



Mobilisons-nous pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour les postes : exigeons la revalorisation et un autre budget pour l'Education !

Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les réformes menées par le ministre les aggravent. Or, le Parlement a adopté un budget qui est loin de traduire l'ambition éducative dont notre pays a besoin. En effet, il ne prend pas la mesure de l'augmentation des effectifs, de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail.

Il faut en urgence engager les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires et en leur garantissant l'accès à la formation à la rentrée suivante.

Dans le budget 2021, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale avec 400 millions d'euros prévus. C'est très peu pour les personnels, et de fait l'essentiel des mesures proposées pour 2021 ne concerneront qu'une minorité de personnels. Les AED et les AESH en particulier ne se voient rien proposer.

Le Grenelle du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignants.

Les organisations exigent un budget qui renonce aux suppressions d'emplois (43 518 élèves attendus en plus dans le second degré à la rentrée à la rentrée 2021 et 1800 postes supprimés) et qui engage un rattrapage des pertes salariales subies, grâce à un plan pluriannuel de revalorisation et de création de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents.

Elles demandent la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent par le Ministre de l'Education Nationale.

Les organisations appellent les personnels à poursuivre les mobilisations en cours, à s'engager dans l'action en faisant **grève le mardi 26 janvier** pour exiger :

- Des créations de postes, avec recours à des listes complémentaires abondées.
- Le dégel de la valeur du point d'indice couplé à des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation sans augmentation du temps et de la charge de travail.
- La revalorisation des salaires des AESH et des AED.
- Le retour au Baccalauréat national avec des épreuves ponctuelles terminales et anonymes, et, dans l'immédiat, le report des épreuves des spécialités en juin.
- Le retrait de PARCOURSUP et de la réforme Blanquer des lycées.
- La suspension de la réforme de la voie professionnelle.
- Le maintien de la médecine scolaire dans l'Education nationale.
- Dans les universités, le droit de faire cours en présentiel et l'abandon de la loi de programmation recherche
- L'abandon de la loi de sécurité globale et des restrictions des libertés politiques et syndicales

RASSEMBLEMENTS :

A 10H30 À VANNES DEVANT LA PREFECTURE

A 10H30 À LORIENT COSMAO DUMANOIR